



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT,
ET DE LA PRÉVENTION
DES RISQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Expertise écologique et technique visant à appuyer l'État
dans l'élaboration de la réglementation relative à
l'entretien, à la dérogation à l'interdiction de la
destruction et à la replantation des haies.**

Numéro de consultation : DGPE-2024-062

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Sommaire

1. Contexte de l'étude	4
1.1. Redonner de l'intérêt pour les haies, un enjeu pour enrayer leur disparition et encourager leur développement	4
1.2. Simplifier et améliorer l'application de la réglementation	5
2. Objet du marché et prestations attendues.....	7
2.1. Objectifs généraux	7
2.2. Besoin détaillé	8
2.2.1. Définition de cortèges-type d'espèces associées aux types de haie par département.....	8
2.2.2. Production d'éléments permettant d'éclairer le choix de périodes d'interdiction de taille de haies au niveau départemental	9
2.2.3. Production d'éléments permettant d'étayer une grille d'analyse cadrant un régime déclaratif pour les espèces protégées	9
2.2.4. Production d'éléments pour calculer le linéaire de haie à planter dans le cadre des mesures compensatoires	11
2.2.5. Support de présentation et animation	12
2.3. Cadrage des prestations attendues.....	12
3. Pilotage et suivi de la prestation	13
3.1. Pilotage, référent et suivi de l'étude	13
3.2. Calendrier	13
3.3. Valorisation de l'étude	14
4. Obligations du titulaire.....	14
4.1. Remise des livrables	14
4.2. Participation aux réunions	15

4.3. Confidentialité 15

4.4. Propriété de l'étude..... 15

ANNEXES 16

1. Contexte de l'étude

1.1. Redonner de l'intérêt pour les haies, un enjeu pour enrayer leur disparition et encourager leur développement

Les haies sont au carrefour des enjeux agricoles, environnementaux et paysagers : habitats naturels et corridors écologiques, elles stockent du carbone, permettent de lutter contre l'érosion des sols et participent à la gestion de l'eau, accueillent des auxiliaires de cultures, produisent de la biomasse et forment des éléments paysagers structurant le territoire.

Pourtant, **la France a perdu annuellement plus de 10 000 km kilomètres de haies de 2006 à 2014 et environ 20 000 km de 2017 à 2022¹**. La disparition des haies résulte de l'évolution des pratiques agricoles, notamment de l'agrandissement des parcelles et de la spécialisation des exploitations liée à un recul de l'élevage et des prairies, mais également de la destruction de haies bordant les infrastructures de réseaux (de transport, de communication). Les haies restent aujourd'hui souvent perçues comme désuètes, contraignantes et constituant un frein au développement économique. Elles sont alors détruites, par arrachage, manque d'entretien ou entretien dégradant, tant dans les parcelles agricoles qu'en bord de route, dans les espaces ruraux ou en milieu urbain.

Pour répondre à ces enjeux, le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a lancé en septembre 2023 avec la Secrétaire d'Etat à la biodiversité **le Pacte en faveur de la Haie**. Mesure de la planification écologique et de la stratégie nationale de la biodiversité 2030, le Pacte offre un engagement de l'État dans la durée de manière à fédérer et engager le plus grand nombre d'acteurs. Il s'agit d'une ambition inédite, tant par ses objectifs, en visant **un gain net du linéaire de haies de 50 000 km d'ici 2030 et le développement de la valorisation des haies en biomasse grâce aux plantations et à la gestion durable**, que dans son approche, globale et intégrée, portant sur toutes les haies, et concernant l'ensemble des maillons contribuant à leur valorisation, des pépiniéristes, aux acteurs de la filière bois-énergie, en passant par les propriétaires et gestionnaires des haies ainsi que les organismes de conseil, notamment associatifs, les accompagnant.

Le Pacte comprend également un chantier de simplification normative afin de répondre à la complexité d'application de la réglementation actuelle : une haie peut être concernée par au moins 13 réglementations différentes, principalement de la PAC (BCAE8), de la réglementation environnementale (espèces protégées, loi sur l'eau, etc.) et de l'urbanisme. Dans une acception large du droit, toute intervention d'entretien ou d'arrachage sur la totalité des haies françaises est donc soumise à une ou plusieurs de ces règles et procédures associées, combinant déclarations et/ou autorisations diverses. Les exigences de ces réglementations n'étant par ailleurs pas les mêmes, chacune traitant d'un enjeu différent, il arrive que l'administration fournisse des réponses contradictoires pour un même projet. Cette complexité se traduit par un double effet négatif :

- d'une part **la méconnaissance et le non-respect des réglementations** en vigueur, expliquant la poursuite des destructions par arrachage, manque d'entretien ou entretien dégradant.

¹ D'après le rapport « La haie, levier de la planification écologique », publié par le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux de mars 2023

- d'autre part, **l'alimentation de l'image contraignante des haies**, notamment vectrices d'insécurité juridique (par exemple entre la déclaration BCAE8 dans le cadre de la PAC et la demande d'autorisation de dérogation espèces protégée), pouvant avoir un effet dissuasif sur les volontés de plantation ou de bonne gestion.

Le postulat est donc qu'une réglementation plus lisible et mieux appliquée permettra de prévenir les destructions, d'en faciliter le contrôle et de sécuriser les gestionnaires et propriétaires de haies, et *in fine* d'encourager les plantations.

1.2. Simplifier et améliorer l'application de la réglementation

Les travaux menés dans le cadre des actions 15, 16 et 20 du Pacte en faveur de la haie, respectivement sur la visibilité des règles, l'harmonisation ainsi que la clarification et la proportionnalité de l'application de la réglementation, visent donc à créer un climat serein et favorable à la sauvegarde et au développement des haies.

Ce chantier de simplification concerne l'application de l'ensemble des législations et réglementations s'appliquant à une haie, agricole ou non, pour traiter les demandes de travaux (destruction, entretien). L'objectif est de clarifier, faciliter et renforcer leur effectivité, les procédures d'application étant complexes et méconnues, et de sécuriser les pratiques de l'ensemble des usagers et, entre autres, des agriculteurs. Ce chantier est mené par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et de la forêt (MASAF) et par le ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (MTEECF).

Dans ce cadre, le MASAF et le MTEECF travaillent à un guichet unique d'information et d'instruction des demandes de destruction de haies : les propriétaires et gestionnaires de haies confieraient au « guichet unique haies » l'examen de leur projet de destruction de haies. L'analyse des dossiers au regard de l'ensemble des réglementations applicables serait internalisée par les services instructeurs.

Ce guichet prendra la forme d'une plateforme en ligne qui s'inspire d'un dispositif existant pour les projets d'aménagement soumis à autorisation environnementale (« EnvErgo »). A partir d'un référentiel cartographique des haies amélioré grâce au développement de l'Observatoire de la haie, cette plateforme permettra de simuler un projet en sélectionnant les haies concernées et en précisant les caractéristiques des interventions prévues, d'afficher les différentes procédures applicables et de pré-identifier les cas simples à traiter au regard de la dizaine de réglementations potentiellement applicables sur la haie, dont celles issues des directives européennes Habitats-Faune-Flore.

L'administration disposerait ainsi d'un cadre simplifiant son analyse pour traiter les demandes, notamment pour déterminer si la demande de travaux relève d'une simple déclaration ou d'une demande d'autorisation. Par exemple, si la haie se trouve dans un périmètre de captage, la plateforme en ligne indiquera pour le pétitionnaire les démarches à suivre et, pour les instructeurs, les critères de décisions et de compensation. La complexité de la réglementation sera ainsi internalisée au sein de l'administration en s'insérant dans une logique de guichet unique, et permettra de coordonner les réponses de l'administration.

En fonction des suites données aux dispositions qui étaient prévues dans le projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture (PLOSARGA), cette instruction pourra se faire ou non sur la base d'un régime unique de déclaration, pouvant être requalifié en autorisation selon les caractéristiques du projet. Ce dispositif permettra ainsi de fournir

au pétitionnaire une réponse unique, claire et sécurisante pour respecter les réglementations applicables. De plus, en cas de réponse favorable à la demande de destruction, **il pourra être prévu que l'administration exige systématiquement une replantation**, d'une longueur au moins égale à celle détruite, et ait la possibilité d'associer cette replantation à d'autres prescriptions si elle le juge nécessaire, notamment des préconisations techniques pour viser une replantation de qualité.

Malgré le **contexte législatif évolutif, le besoin de simplification normative demeure** : le chantier sera adapté à droit constant ou évoluera après un travail d'harmonisation comme prévu par l'action 16 du Pacte en faveur de la haie.

Le présent marché s'inscrit dans ce chantier de simplification. Les préconisations produites pourront également être réutilisées de manière plus générale pour alimenter les politiques publiques menées en faveur de la haie.

2. Objet du marché et prestations attendues

2.1. Objectifs généraux

Le présent marché a pour objectif de **fournir une expertise pour appuyer l'Etat** dans le chantier de **simplification et d'amélioration de l'application de la réglementation** prévu par le Pacte en faveur de la haie. Si ce chantier porte sur la dizaine de réglementations identifiées, le besoin d'expertise concerne avant tout la réglementation « espèces et habitats protégées »². L'expertise attendue fait donc appel à des **compétences naturalistes, écologiques et techniques concernant les haies et l'agroforesterie au sens large**.

En effet, la réglementation « espèces protégées » prévoit une possibilité de déroger au principe de protection stricte des espèces et de leurs habitats : la « dérogation espèces protégées » (DEP), correspondant à une autorisation. Or, cette procédure peut nécessiter un inventaire du site sur plusieurs saisons pour caractériser suffisamment l'état initial et les impacts du projet sur les espèces animales, végétales et les habitats d'espèces protégées.

L'objectif du MASAF et du MTEEC est de faciliter l'analyse de ces situations ainsi que le montage de dossier de DEP, en demandant des éléments proportionnés aux pétitionnaires. Cela permettra de simplifier, harmoniser et sécuriser l'instruction des DEP en massifiant le traitement des demandes : refuser les dossiers avec des impacts importants évitables (refus de DEP), trouver une solution rapide pour les dossiers à faible impact afin de réserver le temps d'instruction pour l'entre-deux avec des règles compréhensibles par l'utilisateur et harmonisées pour l'ensemble des territoires.

Il est prévu que les procédures retenues soient soumises pour avis au Conseil national de la protection de la nature (CNPN) et présentés aux conseils scientifiques régionaux du patrimoine naturel (CSRPN). La robustesse scientifique du dispositif permettra par ailleurs de renforcer sa sécurisation juridique son acceptabilité (auprès des services instructeurs, des associations de protection de la nature...),

L'expertise du titulaire devra ainsi permettre au MASAF et au MTEEC de :

- Pré-identifier pour chaque département des cortèges-type d'espèces associés à des types de haies afin de simplifier la construction des formulaires DEP ;
- Disposer d'éléments étayés leur permettant ensuite de construire un cadre précisant les circonstances à partir desquelles un projet de destruction ou d'entretien remettrait en cause la fonctionnalité d'habitat de la haie pour les espèces protégées, et requerrait donc le dépôt d'une DEP ;
- Disposer d'éléments étayés permettant ensuite d'identifier, pour toutes les haies, agricoles ou non, les périodes sensibles pour l'avifaune où il serait pertinent d'interdire ces interventions ;

² au sens des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement dans le cadre des projets d'aménagements et d'infrastructures issus de la transposition de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

- Disposer d'éléments leur permettant ensuite de déterminer les modalités de calcul de la compensation de ces travaux, le cas échéant, pour respecter la réglementation « espèces protégées » ;
- Être accompagnés pour présenter leur démarche aux instances compétentes sur les enjeux de biodiversité et agricoles et aux GT du Pacte en faveur de la haie.

Encadré 2 : Pour illustrer et compléter l'explication de la démarche souhaitée, deux cas-type sont présentés. NB : **Attention, la démarche et les critères présentés ne sont pas à considérer comme définitifs ni arrêtés, ils sont énoncés uniquement à titre indicatif afin d'éclairer le besoin.**

Cas 1 : Un propriétaire de haie agricole souhaite détruire une haie basse sur une longueur de [XXX] mètres, en avril, dans une zone bocagère sans enjeux écologique particulier. Il dépose son dossier sur le guichet unique Envergo. Les travaux ne peuvent pas avoir lieu durant cette période sensible, sa demande est donc refusée automatiquement. Il relance sa demande pour une destruction en décembre, hors période de sensibilité pour l'avifaune. De plus, il ne se trouve pas dans une zone Natura 2000, dispose d'un linéaire suffisamment dense autour de lui, et le linéaire à arracher est inférieur au seuil de [YYY] mètres. Il s'agira donc d'un cas simple de déclaration pour la réglementation « espèces protégées ». Si l'ensemble des réglementations applicables à ce projet sont également favorables, alors le pétitionnaire recevra une réponse unique positive de l'administration.

Cas 2 : Un propriétaire de haie arbustive multi-strate en bord de voirie souhaite détruire [XXX] mètres de linéaire en novembre. Pour faciliter le montage de son dossier DEP, il dispose des « cortèges-type » mis à disposition selon son type de haies et son département et n'a donc pas besoin de réaliser à ses frais un inventaire quatre saisons. De plus, il connaît grâce au simulateur de compensation la replantation qu'il devra effectuée et l'inscrit dans son dossier. A la lumière des différents éléments de son dossier et des autres réglementations applicables, le service instructeur décide de lui accorder l'autorisation, en ajoutant la prescription complémentaire de se faire accompagner par un conseiller bocage.

2.2. Besoin détaillé

2.2.1. Définition de cortèges-type d'espèces associées aux types de haie par département

L'expertise du titulaire devra permettre de créer une description de cortèges-type d'espèces protégées associées à des types de haies par département (Hexagone et Outre-Mer). L'Etat doit pouvoir mobiliser ensuite ces cortèges-type pour simplifier les démarches de DEP, à l'instar des démarches mises en place par certaines DDT (par exemple, dans le formulaire DEP simplifié de la DDT de l'Aisne).

Il est proposé au titulaire d'utiliser les catégories de haies-type présentées en Annexe 1 déterminées par l'OFB (haie en devenir ou relictuelle, buissonnante basse, arbustive, alignement arboré ou multi-

strates). Toutefois, le titulaire sera libre de proposer toute autre méthode judicieuse et adaptée à la finalité d'opérationnalité administrative de cette liste de cortèges-type.

Le titulaire devra, en outre, identifier les espèces particulièrement sensibles, c'est-à-dire à enjeux forts de conservation, ainsi que leurs localisations connues : carte et liste des communes pour chaque département afin de permettre aux services instructeurs d'identifier d'éventuels enjeux locaux et d'instaurer des mesures complémentaires le cas échéant, telle que la mobilisation des réseaux naturalistes pour préciser les enjeux. À titre d'exemple, dans l'Aisne, des partenariats sont établis avec le CBN de Bailleul et l'association Picardie Nature pour compléter les inventaires.

Dans ces cortèges, les espèces qui, conformément à l'Arrêté du 6 janvier 2020, font l'objet d'une protection à laquelle il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature, devront être signalés pour distinguer facilement pour les Services instructeurs les dérogations qui relèveront du CNPN ou d'un CSRPN.

2.2.2. Production d'éléments permettant d'éclairer le choix de périodes d'interdiction de taille de haies au niveau départemental

Pour chaque département (Hexagone et Outre-Mer), le titulaire devra fournir des éléments permettant à l'État de déterminer les périodes optimales pour couvrir les périodes de sensibilité de l'avifaune vis-à-vis des haies, agricoles ou non. Le titulaire pourra appuyer sa démarche sur les cortèges-type décrits dans le premier livrable³.

Dans le présent marché, il est entendu par « période de sensibilité » le cycle de reproduction de la nidification à l'envol des jeunes et leur dispersion. Pour certains territoires, d'autres enjeux spécifiques, comme par exemple les migrations, pourront être intégrés dans la détermination de la période de sensibilité. La détermination de cette période de sensibilité tiendra notamment compte des spécificités climatiques de chaque département.

S'il le juge pertinent, le titulaire est libre de proposer des éléments complémentaires sur les périodes de sensibilité d'autres compartiments de l'environnement que l'avifaune.

2.2.3. Production d'éléments permettant d'étayer une grille d'analyse cadrant un régime déclaratif pour les espèces protégées

Le MASAF et le MTECP souhaitent produire un cadre simplifiant et améliorant l'effectivité et la proportionnalité de l'application de la réglementation « espèces protégées ». Ce cadre doit permettre au gestionnaire de haie (agricole ou non) et au service instructeur de pré-identifier les circonstances à partir desquelles un projet de destruction ou d'entretien remettrait en cause la fonctionnalité de l'habitat au regard de la réglementation « espèce protégées », et requerrait ainsi le

³ Actuellement, une période d'interdiction de taille est définie nationalement pour les bénéficiaires de la PAC, d'après la sensibilité des oiseaux lors de la nidification. Il est envisagé à terme que les périodes d'interdiction de travaux sur les haies, agricoles ou non, soient départementalisées selon les spécificités climatiques et pédologiques locales.

dépôt d'une demande d'autorisation de dérogation, au lieu de relever d'une voie déclarative. Pour cela, le MASAF et le MTECP ont élaboré un projet de grille nationale de critères et de seuils associés concernant l'impact d'un projet de destruction de haie sur la fonctionnalité de la haie comme habitat d'espèces protégées (Tableau 1).

Le titulaire est chargé de vérifier la robustesse de cette grille et de fournir des éléments pour l'étayer. Les critères pré-identifiés sont les suivants : période d'interdiction de travaux (hors grille), longueur du linéaire détruits, densité du linéaire alentours et sensibilité de la zone en matière d'environnement (ex : Natura2000). Le titulaire peut proposer toute autre démarche complémentaire qu'il jugerait pertinente. L'expertise devra prendre en compte les éventuels effets d'aubaine ou de distorsion engendrés par les critères retenus (par exemple, la valeur écologique de la haie au sens du nombre de strates ou de son ancienneté peut inciter à une dégradation préventive pour obtenir une compensation plus faible).

Pour flécher le projet sur le régime déclaratif ou d'autorisation, il est proposé que dès lors qu'un des critères étudiés remet en cause la fonctionnalité d'habitat d'espèces protégées, le régime d'autorisation soit fléché.

Tableau 1 : Grille d'appréciation de l'impact d'un projet de destruction de haie sur la fonctionnalité de la haie comme habitat d'espèces protégées

	Régime déclaratif		Régime d'autorisation
	« pas de remise en cause de la fonctionnalité d'habitat d'espèces protégées »	Avec instruction pour opposition à déclaration le cas échéant	
	Sans instruction		« remise en cause de la fonctionnalité d'habitat d'espèces protégées »
<p><u>Sensibilité du milieu</u></p> <p><i>Intérêt identifié : Procédure et réponses proportionnées aux enjeux locaux</i></p>	Pas de sensibilité particulière	<p><u>ZNIEFF, N2000</u></p> <p><u>Autres critères possibles : le long d'un cours d'eau, dans un périmètre captage, zone inondable ...</u></p>	N2000 : protection des haies dans liste locale
<p><u>Densité du linéaire alentours</u></p> <p>Option 1 : Rapport entre les densités moyennes de haies à proximité du projet (rayon de l'ordre de 100 m – distance à expertiser) et dans le territoire (rayon de l'ordre du km – distance à expertiser)</p> <p>ET/OU</p> <p>Option 2 : Densité moyenne de haie en absolu dans un petit rayon autour du projet (rayon de l'ordre de 100 m – distance à expertiser)</p> <p><i>Intérêt identifié : Prise en compte de la connectivité et la fonctionnalité écologique globale du site</i></p>	<p>Option 1 et/ou 2, à définir</p> <p><u>En deçà d'un seuil à définir (cf. Annexe 2)</u></p>		<p>Option 1 et/ou 2, à définir</p> <p><u>Au-delà d'un seuil à définir (cf. Annexe 2)</u></p>

<p><u>Quantité linéaire concerné par l'opération</u></p> <p><i>Intérêt identifié: Procédure et réponses proportionnées au projet et encourage la démarche « Eviter-réduire-compenser »</i></p>	<p><u>En deçà d'un seuil à définir</u></p>	<p><u>Au-delà d'un seuil à définir</u></p>
---	--	--

2.2.4. Production d'éléments pour calculer le linéaire de haie à planter dans le cadre des mesures compensatoires

Le titulaire devra produire des éléments éclairant l'administration pour qu'elle mette au point, en complément d'autres préconisations éventuelles le cas échéant, une méthodologie de calcul de la compensation du linéaire détruit par un projet. En effet, si le chantier normatif parvient à son terme, il est souhaité que soit instaurée une obligation de compensation à tout projet de destruction de haie, agricole ou non, y compris lorsque que la demande relève d'une déclaration.

Pour cela, le titulaire devra conforter et expertiser la méthodologie de calcul du linéaire à replanter pré-identifiée par les services du MASAF et du MTECP d'après les retours d'expérience de DDT et DREAL volontaires (Tableau 2), afin d'obtenir des mesures de compensation fondées scientifiquement, proportionné en fonction de l'impact environnemental d'un projet de destruction de haie, pour garantir la replantation d'un linéaire au moins égal à celui détruit.

Les éléments fournis doivent *a minima* permettre à l'Etat de retenir des coefficients de linéaire à replanter.

Le titulaire pourra également proposer des alternatives qui tiendront compte des arguments qui ont fait que l'Etat a retenu ceux proposés dans la méthodologie, afin d'obtenir des mesures de compensation à la fois simples d'application, proportionnées et argumentées scientifiquement.

Tableau 2 : Proposition d'une grille de calcul de compensation de linéaire dans le cadre d'une DEP

Régime d'autorisation « remise en cause de la fonctionnalité d'habitat d'espèces protégées »			
<p><u>Sensibilité du milieu</u></p> <p>Intérêt identifié: Procédure et réponses proportionnées aux enjeux locaux</p>	<p>Pas de sensibilité particulière</p> <p><u>Coefficient(s) à définir</u></p>	<p><u>ZNIEFF, N2000</u></p> <p><u>Autres critères possibles : le long d'un cours d'eau, dans un périmètre captage, zone inondable ...</u></p> <p><u>Coefficient(s) à définir</u></p>	<p>N2000 : protection des haies dans liste locale</p> <p><u>Coefficient(s) à définir</u></p>

<p><u>Densité du linéaire alentours</u></p> <p><i>Option 1 : Rapport entre les densités moyennes de haies à proximité du projet (rayon de l'ordre de 100 m) et dans le territoire (rayon de l'ordre du km)</i></p> <p>ET/OU</p> <p><i>Option 2 : Densité moyenne de haie en absolu dans un petit rayon autour du projet (rayon de l'ordre de 100 m)</i></p> <p><i>Intérêt identifié : Prise en compte de la connectivité et la fonctionnalité écologique globale du site</i></p>	<p><u>Option 1 et/ou 2, à définir</u></p> <p><u>Coefficient(s) à définir</u></p>	<p><u>Option 1 et/ou 2, à définir</u></p> <p><u>Coefficient(s) à définir</u></p>
--	--	--

2.2.5. Support de présentation et animation

Dans la perspective de la soumission des éléments retenus pour le chantier normatif grâce à l'avis du conseil national pour la protection de la nature (CNPN), ainsi que pour leur présentation auprès des instances du MTECP, des CSRPN et des partenaires du Pacte en faveur de la haie, il est également demandé au titulaire du marché de préparer les éléments nécessaires en appui de l'Etat dans la présentation des éléments techniques sous-tendant la démarche à ces instances.

Parmi ces éléments, sont *a minima* attendus un diaporama synthétisant les résultats de l'expertise, un argumentaire à faire valoir en séance et une réunion de préparation avec les services de l'Etat.

2.3. Cadrage des prestations attendues

La production des livrables peut reposer sur le **dire d'experts naturalistes et écologues, étayé par des références bibliographiques**. Si le titulaire dispose de l'expertise nécessaire, il n'est pas attendu d'inventaire naturaliste de terrain dans le cadre de cette prestation. Par ailleurs, le titulaire pourra s'appuyer sur des démarches existantes, par exemple déjà expérimenté des démarches de ce type (Annexe 3).

Le marché comporte une part fixe, qui permettra d'obtenir une première version des livrables répondant au besoin détaillé dans la section précédente. **Si l'Etat en manifeste le besoin**, en fonction notamment de l'évolution du contexte réglementaire ou des retours des instances scientifiques, les résultats de l'étude pourront être confortés **dans un second temps par des prestations supplémentaires via des bons de commande**. Ces prestations, selon ce que jugera judicieux le titulaire et après accord avec l'Etat, pourront notamment consister en la réalisation d'analyse bibliographique, de consultations ou d'animation technique auprès d'acteurs d'intérêt au regard des enjeux espèces protégées sur les haies.

3. Pilotage et suivi de la prestation

3.1. Pilotage, référent et suivi de l'étude

L'étude est commandée et financée par la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASAF). La direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du Ministère en charge de l'environnement (MTEEC) est co-pilote de l'étude.

La DGPE indiquera au titulaire du marché, lors de la mise en place du marché, un référent. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Un comité de pilotage sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le prestataire. Il sera composé de d'agents de la DGPE, de la DEB, de l'OFB, de l'UMS-Patrinat et de toute autre structure ou organisme que le commanditaire jugera pertinent d'inclure dans le comité de pilotage.

En tant que commanditaire, la DGPE présidera le copil, lequel se tiendra dans ses locaux, à Paris, ou en visio-conférence. Ce copil validera tous les livrables. Le comité de pilotage de l'étude se réunira lors de 2 et le cas échéant 3 réunions, réparties de la manière suivante :

- Copil 1 : au lancement de l'étude pour valider la composition du copil, le calendrier prévisionnel, ajuster la démarche et les méthodes proposées, décider des modalités de communication relatives à l'étude.
- Copil 2 : restitution des livrables à t+3, et discussions sur une suite éventuelle de l'étude pour conforter certains éléments.
- Copil 3 optionnel : restitution des livrables optionnels à t+6

Le prestataire devra prévoir, en amont de chaque comité de pilotage, un temps de préparation avec les responsables du MASAF et du MTEEC. Les éléments et les choix à soumettre au comité de pilotage y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au comité de pilotage seront transmis par courriel aux représentants du MASAF et MTEEC au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du comité de pilotage, le prestataire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des membres du Copil au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du comité de pilotage engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

Par ailleurs, des points intermédiaires entre le MASAF, le MTEEC et le prestataire seront organisés selon le besoin, en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence.

3.2. Calendrier

La durée de l'étude dans son ensemble est fixée à 6 mois. Cette durée court à compter de la notification prescrivant le démarrage des prestations.

Le calendrier prévisionnel est détaillé en Figure 2. Les livrables devront être produits (part fixe) à T0+3 mois. Les services d'animation et les prestations de support technique couvrent l'ensemble de la durée du marché. Les prestations complémentaires, confortant les livrables de la part fixe, se dérouleront le cas échéant entre T0+4 et T0+6 mois.

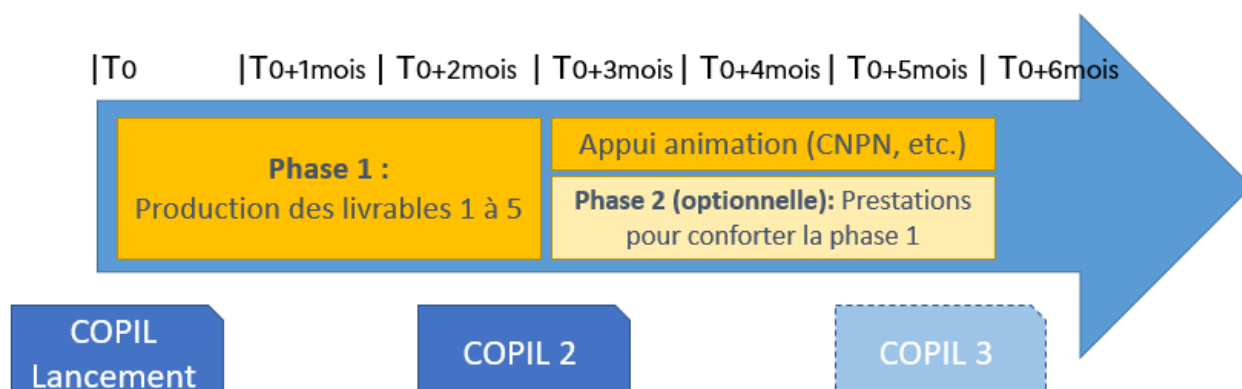


Figure 2 : Déroulement prévisionnel de l'étude

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier détaillé adapté aux méthodes proposées et permettant au besoin exprimé dans les objectifs de l'étude.

A titre informatif, la notification du présent marché est prévue à l'automne 2024, pour un démarrage effectif de l'étude en janvier 2025.

3.3. Valorisation de l'étude

Les résultats de l'étude pourront être mobilisés par l'Etat dans le cadre du chantier de simplification réglementaire sur les haies, ainsi que pour tous travaux en lien avec les politiques publiques relatives au développement l'agroforesterie.

4. Obligations du titulaire

4.1. Remise des livrables

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 2 du présent CCTP.

1. cortèges-type d'espèces associées aux types de haie par département ;
2. éléments étayant la construction pour le MASAF et le MTEECPR d'une grille de critères et seuils délimitant déclaration et autorisation ;
3. éléments confortant la méthode de calcul de compensation ;
4. éléments permettant d'éclairer le choix de périodes d'interdiction de taille de haies au niveau départemental ;

5. supports de présentation et d'animation de ces travaux pour les instances MTEECPR et les GT du Pacte haie.

Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

4.2. Participation aux réunions

Plusieurs réunions seront à prévoir tous au long de l'étude. Lors de ces réunions, il sera demandé la présence d'au-moins le chef de projet et de l'expert de l'équipe en charge du sujet à l'ordre du jour.

Les réunions de suivi du pourront se faire soit en présentiel (dans les locaux du MASAF à Paris) soit en visio-conférence.

Quant aux réunions de présentation des travaux, notamment au CNPN (2 à 4 réunions) et au CSRPN (en visio conférence, 2 à 4 réunions), le prestataire devra fournir en amont un power-point qui servira de support lors de la réunion. Le prestataire devra aussi rédiger un compte-rendu dans un délai maximal de 3 jours après la réunion.

4.3. Confidentialité

Conformément à l'article 10.8 du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

4.4. Propriété de l'étude

Le régime de propriété de l'étude est précisé à l'article 10.10 du CCAP du présent marché.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Exemple de typologie de haies développée par l'OFB

Le tableau A présente une typologie de haies simplifiée (comprenant les alignements d'arbres), issue des travaux de l'OFB. Les éléments explicatifs sur la création de cette typologie seront transmis au titulaire.

Note de l'OFB : A noter que la présence d'espèces protégées dépend également d'autres éléments non détaillés dans cette classification synthétique : largeur de la base de la haie, continuité de la haie, présence d'arbres à cavité ou arbres morts...

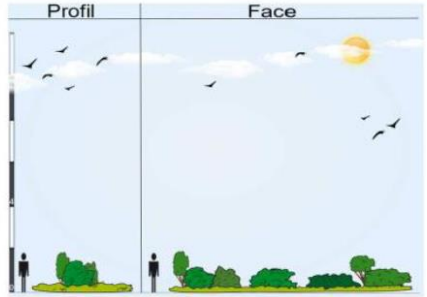
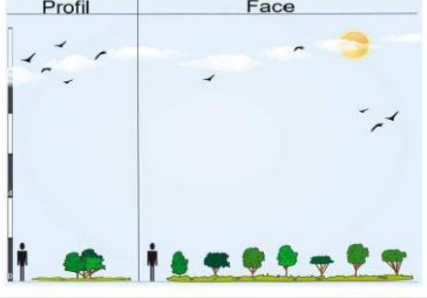
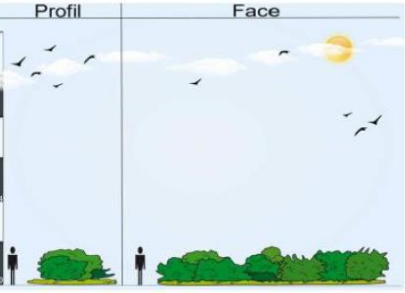
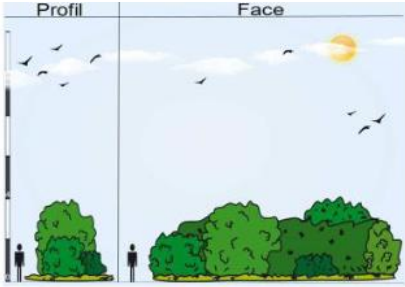
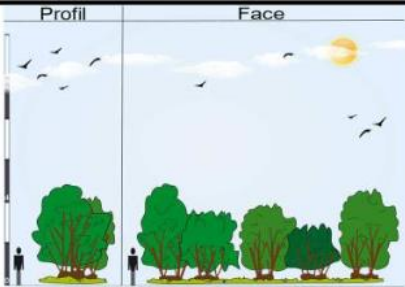
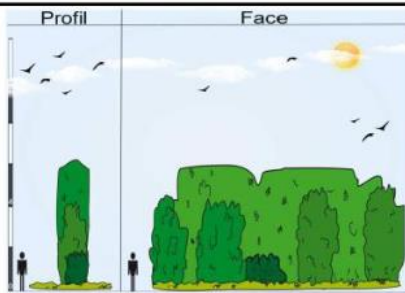
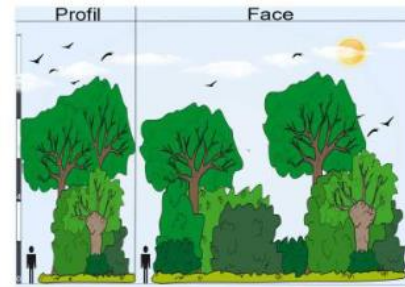
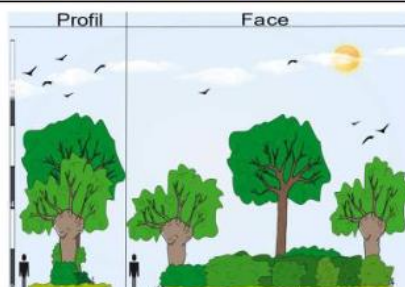
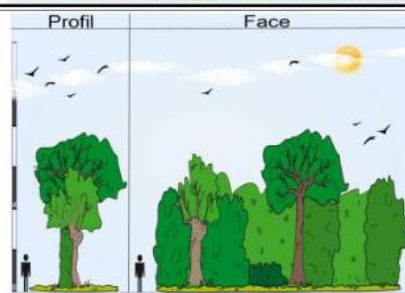
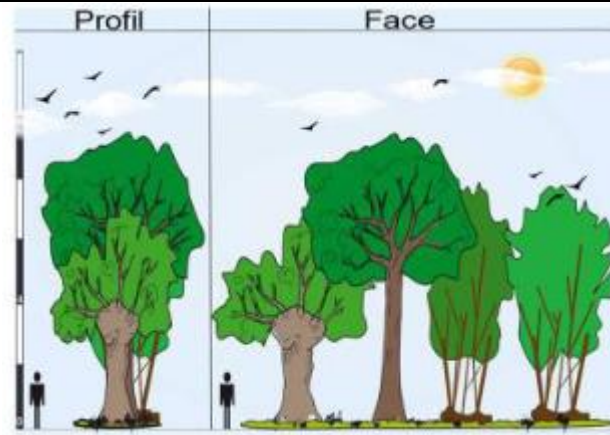
 		  	  
Haie relictuelle ou en devenir	Haie buissonnante basse	Haie arbustive	Haie mixte

Tableau A : Typologie de haies simplifiée (OFB). NB : ci-dessous alignements d'arbres

Alignements d'arbres



ANNEXE 2 : Précisions sur les seuils pré-identifiés

NB : Attention, ces éléments ne sont présentés qu'à titre indicatifs, en tant que base de réflexions, mais ne constituent en aucun cas des éléments arrêtés.

- **Sur la densité :**

D'après une communication orale de l'afac-Agroforesteries, pour une exploitation agricole : Densité faible = < 30ml/ha ; Densité moyenne = 30ml/ha et 60 ml/ha et Densité forte = > 60 ml/ha.

Préconisation de la science⁴ : 20-25% d'IAE , soit 2 000 à 2 500 m²/ha. Cela correspond à 100 à 125 ml/ha avec la pondération PSN 2023-27 (1ml=20 m² d'où 4% IAE → 20 ml/ha ; 8% IAE → 40 ml/ha)

- **Sur le seuil de mètre linéaire :**

Si toutes les exploitations 415 000 (recensement 2020) arrachaient 40m (plafond) = 16 600 km, soit plus du 1/3 des 50 000 km à restaurer (en net) d'ici 2030. En 2022, les anomalies constatées sur la BCAE 7 concernent à 40% des linéaires de moins de 20 m et à 40 autres % des linéaires entre 20 et 60 m.

ANNEXE 3 : Exemple de la démarche de la DREAL Normandie

Guide pour faire une demande au titre des « espèces protégées » dans le cadre de travaux sur les haies, proposé par la DREAL Normandie :

[https://www.seine-maritime.gouv.fr/contenu/telechargement/60004/422412/file/Guide%20dossier%20EP%20tableau 2023.pdf](https://www.seine-maritime.gouv.fr/contenu/telechargement/60004/422412/file/Guide%20dossier%20EP%20tableau%202023.pdf)

Lien vers l'avis du CSRPN sur la démarche de la DREAL Normandie :

https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/avis_csrpn_2023-12-11_dep_haies.pdf

⁴ p11 du résumé des Travaux d'INRAE [ESCO Protection des culture et diversification végétale](#)